



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Place Bonaventure, portail Sud-Oue
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^e étage, suite 7300

Montréal

Québec

H5A 1L6

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Oue
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^e étage, suite 7300
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Caractérisation/Réhabilit. Kuujjuaq	
Solicitation No. - N° de l'invitation EF928-190074/A	Date 2018-05-29
Client Reference No. - N° de référence du client R.002878.001	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTC-360-14900
File No. - N° de dossier MTC-8-41020 (360)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-07-09	
Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abidar, Samia	Buyer Id - Id de l'acheteur mtc360
Telephone No. - N° de téléphone (514) 212-4965 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA PL.BONAVENTURE,PORTAIL S-E,BUR.7300 800 RUE DE LA GAUCHETIERE O. MONTREAL Québec H5A1L6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée .	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

INVITATION À SOUMISSIONNER

Travaux de réhabilitation environnementale et de caractérisation environnementale
Kuujuaq, Québec

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Ce besoin est assujéti à l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) intitulée la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ)

Cet appel d'offres est réservé pour les bénéficiaires de l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) intitulée la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) en vertu du chapitre 28, paragraphe 28.10.3 et du chapitre 29, paragraphe 29.0.31 de cette Convention.

Conformément à l'article 800 de l'Accord du libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

Ce marché est réservé aux personnes qui sont admissibles à titre d'« INUITS » en vertu du chapitre 3 de la CBJNQ (paragraphe 3.1.2, 3.2.4, 3.2.5, 3.2.6). Quant aux entreprises autochtones Inuits, elles doivent être situées au nord du 55e parallèle, tel que décrit au chapitre 6 de la CBJNQ.

Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé "Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones" (voir l'Annexe «C» du présent document), entendu ici au sens de «entreprises autochtones Inuits» bénéficiaires de la CBJNQ.

PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- **Rapidité** : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- **Transparence** : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- **Responsabilité partagée** : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulgate-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS02 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP03	Révision des soumissions
IP04	Résultats de l'appel d'offres
IP05	Fonds insuffisants
IP06	Période de validité des soumissions
IP07	Sites Web
IP08	Soumission financière
IP09	Instructions pour la préparation des soumissions
IP10	Procédures d'évaluation et méthode de sélection
IP11	Études et expérience

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2017-09-21)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site [Web https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R)

IG01	Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise – approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indus.
IG18	Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Condition d'assurance
CS02	Interprétation

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Garantie de soumission
SA08	Signature

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

APPENDICE 2 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

APPENDICE 3 - LISTE DES SOUS-TRAITANTS

APPENDICE 4 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

ANNEXE A- ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE B - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS

**ANNEXE C - MARCHÉS RÉSERVÉS AUX BÉNÉFICIAIRES D'UNE ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS
TERRITORIALES GLOBALES (ERTG)**

ANNEXE D – FORMULAIRE DE PROJET

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2017-09-21)
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - e. Dessins et Énoncé Des Travaux;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1 à l'adresse courriel samia.abidar@tpsgc-pwgsc.gc.ca et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins **7 jours ouvrables** avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'autorité contractante examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP03 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (514) 496-3822

IP04 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

1. L'entrepreneur ayant fourni la soumission recevable la plus basse sera recommandée pour l'octroi du contrat.
2. **Compte rendu:** Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

IP05 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.

IP06 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP07 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes
<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes
<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)
http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Services de sécurité industrielle
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/ci-if-fra.html>

Accord Commerciaux
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

IP08 SOUMISSION FINANCIÈRE

Le montant total de la soumission exclut les taxes.

IP09 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière
- Section III : Attestations

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- Section I : Soumission technique (3 exemplaires papier)
- Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)
- Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);

- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

IP10 PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

2. Évaluation technique

2.1. Critères techniques obligatoires

2.1.1 Réalisations antérieures de la firme

Le Soumissionnaire doit avoir réalisé, au moins six (6) projets au cours des huit (8) dernières années, au Canada, portant sur des travaux de caractérisation ou de réhabilitation environnementales de sites contaminés en lien avec l'Énoncé Des Travaux.

Le Soumissionnaire doit présenter une brève description des six (6) projets selon le formulaire type de projet antérieur (Annexe D – Formulaire de projet).

Les projets présentés doivent minimalement inclure :

- ✓ Une (1) évaluation environnementale de site (ÉES) phase I de l'ordre de 5 000\$ et plus;
- ✓ Une (1) évaluation environnementale de site (ÉES) phase II ou III réalisées en milieu éloigné (communautés Inuit) de l'ordre de 20 000\$ et plus;
- ✓ Deux (2) réhabilitations environnementales réalisées en milieu éloigné (communautés Inuit), de l'ordre de 100 000\$ et plus.

Le sujet des autres projets présentés est laissé libre au choix du soumissionnaire.

Note : TPSGC pourrait procéder à des vérifications des informations contenues dans les descriptions de projet.

2.1.2 Personnel clé de l'Équipe du Soumissionnaire

Le soumissionnaire doit soumettre obligatoirement les noms de trois (3) personnes clés de l'Équipe affectée à ce contrat, respectant les années d'expérience pertinente¹ demandées et devant être à l'emploi de son entreprise.

Ainsi, le soumissionnaire doit identifier une personne distincte pour chacune des personnes clés définies ci-dessous :

- Un (1) chargé de projet (professionnel senior) d'au moins dix (10) années d'expérience pertinentes en sites contaminés ayant participé à au moins deux (2) projets de réhabilitation en milieu éloigné (communautés Inuit);
- Un (1) technicien intermédiaire (responsable des activités de terrain) d'au moins huit (8) années d'expérience pertinentes en sites contaminés ayant participé à au moins deux (2) projets de réhabilitation en milieu éloigné (communautés Inuit);
- Un (1) technicien junior (soutien aux activités de terrain) d'au moins deux (2) années d'expérience pertinentes en sites contaminés.

¹ On entend par " expérience pertinente " une expérience dans les services requis à l'énoncé des travaux.

3. Méthode de sélection

3.1. Clause du Guide des CCUA A0031T (2010-08-16), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

IP11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

1. Clause du Guide des CCUA A3010T (2010-08-16), Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

2. Clause du Guide des CCUA A3015C (2014-06-26), Attestations - contrat

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

3. Clause du Guide des CCUA A3005T (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons

hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et Énoncé des travaux;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2016-01-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2014-06-26);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
 - e. Conditions supplémentaires
 - f. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - g. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
 - h. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS02 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifiée pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » : services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » : la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.
- « Services d'entretien d'installations » :

services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Travaux de réhabilitation environnementale et de caractérisation environnementale, Kuujjuaq, Québec

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

Adresse courriel : _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de 60 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire sera formé entre le Canada et le soumissionnaire. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la section Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux avant le 30 septembre 2018.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission

SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.

- (a) Les travaux inclus dans le montant forfaitaire représentent tous les travaux qui ne sont pas inclus dans le tableau des prix unitaires.

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections de l'Énoncé Des Travaux en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

ARTICLE B1-1. Prix fermes :

Item	DESCRIPTION	Prix ferme (taxes applicables en sus)
TRAVAUX DE CARACTÉRISATION / RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE		
B1-1.1	<p>Prix ferme pour la <u>gestion de projet, la préparation, l'organisation, du chantier et la suivi des travaux (incluant une réunion de démarrage)</u> concernant les travaux de <u>réhabilitation, caractérisation et suivi environnemental aux parcelles R-14, R-13, R-6-1, d'inspection du bâtiment à la parcelle R-8-1, d'inspection des réservoirs et caractérisation à la parcelle R-11-3</u>, incluant toutes dépenses connexes.</p> <p>Ce prix ferme exclut les frais unitaires relatés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B1-2 et B1-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B1-4.</p>	\$
B1-1.2	<p>Prix ferme pour l'interprétation des données et la rédaction des rapports concernant les travaux de <u>réhabilitation, caractérisation et suivi environnemental aux parcelles R-14, R-13, R-6-1, d'inspection du bâtiment à la parcelle R-8-1, d'inspection des réservoirs et caractérisation à la parcelle R-11-3</u>, incluant toutes dépenses connexes.</p> <p>Ce prix ferme exclut les frais unitaires relatés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B1-2 et B1-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B1-4.</p>	\$
B1-1.3	<p>Prix ferme pour la réalisation des travaux relatés <u>autodébitement temporaire des réservoirs</u> concernant les travaux de <u>réhabilitation aux parcelles R-13, R-6-1</u>, incluant toutes dépenses connexes.</p> <p>Ce prix ferme exclut les frais unitaires relatés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B1-2 et B1-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B1-4.</p>	\$
B1-1.4	<p>Prix ferme pour la réalisation des travaux relatés <u>à la gestion de l'eau telle que l'eau accumulée dans les excavations</u>.</p> <p>Ce prix ferme exclut les frais unitaires relatés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B1-2 et B1-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B1-4.</p>	\$
	TOTAL- ARTICLE B1-1	\$

Ventilation des honoraires du prix ferme : Le soumissionnaire doit remplir le tableau de ventilation des prix fermes joint à la fin de l'annexe B

ARTICLE B1-2. Taux horaires fermes

Item	Description	Unité	Quantité estimée (note 1)	Prix unitaire fermes	Coût total estimatif
	HONORAIRES - TRAVAUX DE TERRAIN				
B1-2.1a	Responsable activités de terrain (technicien intermédiaire)	heures	224	\$ _____	\$ _____
B1-2.1b	Temps supplémentaire - Responsable activités de terrain	heures	40	\$ _____	\$ _____
B1-2.2a	Soutien aux activités de terrain (technicien junior)	heures	112	\$ _____	\$ _____
B1-2.2b	Temps supplémentaire - Soutien aux activités de terrain	heures	20	\$ _____	\$ _____
	TOTAL - ARTICLE B1-2			Prix total estimatif pour les honoraires des travaux de terrain (taxes applicables en sus)	\$ _____

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Cette quantité sera ajustée en fonction des observations de terrain. Les quantités doivent être ajustées en fonction des quantités prétablies approuvées par TPSGC.

ARTICLE B1-3. Prix unitaires fermes

Item	Description	Unité	Quantité estimative (Note 1)	Prix unitaires fermes	Coût total estimatif
	DEBOURS TRAVAUX DE TERRAIN				

B1-3.1	Équipement pour l'excavation (mobilisation/démobilisation)	global	1	\$ _____	\$ _____
B1-3.2	Temps d'opération de la pelle mécanique (tranchées, excavation, remblayage, compactage, nivellement)	heures	120	\$ _____	\$ _____
B1-3.3	Temps d'opération du camion (déchargement, transport, déchargement des sols contaminés et remblais)	heures	60	\$ _____	\$ _____
B1-3.4	Disposition des sols contaminés dans un centre autorisé à local	t.m.	875	\$ _____	\$ _____
B1-3.5	Transport et disposition des sols contaminés dans un centre autorisé par bateau	t.m.	25	\$ _____	\$ _____
B1-3.6	Fourniture des matériaux propres	m3	425	\$ _____	\$ _____
B1-3.7	Fourniture de puits d'observation	puits	2	\$ _____	\$ _____
B1-3.8	Équipement de terrain, d'échantillonnage et de mesure (soils, eau)	global	1	\$ _____	\$ _____
B1-3.9	Expédition des échantillons au laboratoire	envoi	6	\$ _____	\$ _____
B1-3.10	Transport et disposition des eaux de purge et de lavage dans un site autorisé	litre	10	\$ _____	\$ _____
	ANALYSES CHIMIQUES - SOLS - DÉLAI RÉGULIER				
B1-3.11	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sn, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	6	\$ _____	\$ _____
B1-3.12	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F4	unité	14	\$ _____	\$ _____
B1-3.13	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	14	\$ _____	\$ _____
B1-3.14	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	14	\$ _____	\$ _____
B1-3.15	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	14	\$ _____	\$ _____
	ANALYSES CHIMIQUES - SOLS - DÉLAI 24 HEURES				
B1-3.16	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sn, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	6	\$ _____	\$ _____
B1-3.17	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F4	unité	40	\$ _____	\$ _____
B1-3.18	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	40	\$ _____	\$ _____
B1-3.19	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	26	\$ _____	\$ _____
B1-3.20	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	19	\$ _____	\$ _____
	ANALYSES CHIMIQUES - EAU SOUTERRAINE - SOLAIRE/ROULER				
B1-3.21	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sn, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	4	\$ _____	\$ _____
B1-3.22	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F2	unité	4	\$ _____	\$ _____
B1-3.23	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	4	\$ _____	\$ _____
B1-3.24	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	4	\$ _____	\$ _____
B1-3.25	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	4	\$ _____	\$ _____
	TOTAL - ARTICLE B1-3	Prix total estimatif pour les travaux (faisant l'objet de prix unitaires fermes (taxes applicables en sus))			\$ _____

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Cette quantité sera ajustée en fonction des observations de terrain. Les quantités doivent être au préalable approuvées par TPSSGC.

ARTICLE B1-4. Frais de subsistance et déplacement (montant à dépenses réelles - sous présentation de factures)
Les frais de subsistance et de déplacement seront remboursés (avec l'approbation préalable du représentant du ministère) selon la politique en vigueur au Conseil du Trésor, jusqu'à un maximum de 20 000\$.

	TOTAL - ARTICLE B1-4	Prix total estimatif (taxes applicables en sus)	\$ 20.000
--	-----------------------------	---	------------------

COUT ESTIMATIF TOTAL - ANNEXE B1 :

Somme des montants des articles B1-1, B1-2, B1-3 et B1-4

\$ _____
(TPS/TVH en sus)

ANNEXE B2 - TRAVAUX OPTIONNELS
BORDEREAU DE SOUMISSION

ARTICLE B2-1. Prix fermes :

Item	DESCRIPTION	Prix ferme (taxes applicables en sus) \$
TRAVAUX DE CARACTÉRISATION / RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE		
B2-1.1	Prix ferme pour la réalisation des travaux reliés à la gestion de projet, la préparation des travaux, l'organisation du chantier, au suivi du projet et à la rédaction du rapport des travaux à l'ancien site d'enrichissement des pombes , incluant toutes dépenses connexes. Cette activité du projet est optionnelle. Ce prix ferme exclut les frais unitaires reliés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B2-2 et B2-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B2-4.	\$ _____
B2-1.2	Prix ferme pour la réalisation des travaux reliés à la gestion de projet, la préparation des travaux, l'organisation du chantier, au suivi du projet et à la rédaction du rapport d'EES Phase I au site d'exploitation , incluant toutes dépenses connexes. Cette activité du projet est optionnelle. Ce prix ferme exclut les frais unitaires reliés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B2-2 et B2-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B2-4.	\$ _____
B2-1.3	Prix ferme pour la réalisation des travaux reliés à la gestion de projet, la préparation des travaux, l'organisation du chantier, au suivi du projet et à la rédaction du rapport de suivi environnemental au site d'exploitation , incluant toutes dépenses connexes. Cette activité du projet est optionnelle. Ce prix ferme exclut les frais unitaires reliés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B2-2 et B2-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B2-4.	\$ _____
B2-1.4	Prix ferme pour la réalisation des travaux reliés à la gestion de projet, la préparation des travaux, l'organisation du chantier, au suivi du projet et à la rédaction du rapport de suivi environnemental au site d'exploitation , incluant toutes dépenses connexes. Cette activité du projet est optionnelle. Ce prix ferme exclut les frais unitaires reliés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B2-2 et B2-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B2-4.	\$ _____
B2-1.5	Prix ferme pour la réalisation des travaux reliés à la gestion de projet, la préparation des travaux, l'organisation du chantier, au suivi du projet et à la rédaction du rapport pour la réhabilitation à la parcelle R-113 , incluant toutes dépenses connexes. Cette activité du projet est optionnelle. Ce prix ferme exclut les frais unitaires reliés aux travaux de terrain (technicien, sous-traitants, équipement et matériel) et aux frais d'analyses chimiques dont le détail est présenté aux articles B2-2 et B2-3, de même que les dépenses liées aux frais de déplacement (avion, location de véhicule, carburant, frais d'hébergement et repas) dont le détail est présenté à l'article B2-4.	\$ _____
TOTAL - ARTICLE B2-1		\$ _____

Ventilation des honoraires du prix ferme : Le soumissionnaire doit remplir le tableau de ventilation des prix fermes joint à la fin de l'annexe B

ARTICLE B2-2. Taux horaires fermes

Item	Description	Unité	Quantité estimative (Note 1)	Prix unitaires fermes	Coût total estimatif
HONORAIRES - TRAVAUX DE TERRAIN					
B2-2.1a	Responsable activités de terrain (technicien intermédiaire)	heures	40	\$ _____	\$ _____
B2-2.1b	Temps supplémentaire - Responsable activités de terrain	heures	10	\$ _____	\$ _____
B2-2.2a	Soutien aux activités de terrain (technicien junior)	heures	20	\$ _____	\$ _____
B2-2.2b	Temps supplémentaire - Soutien aux activités de terrain	heures	5	\$ _____	\$ _____
TOTAL - ARTICLE B2-2				Prix total estimatif pour les honoraires des travaux de terrain (taxes applicables en sus) \$ _____	

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Cette quantité sera ajustée en fonction des observations de terrain. Les quantités doivent être au préalable approuvées par le chargé de projet.

ARTICLE B2-3. Prix unitaires fermes

Item	Description	Unité	Quantité estimative (Note 1)	Prix unitaires fermes	Coût total estimatif
DEBOURS TRAVAUX DE TERRAIN					

B2-3.1	Équipement pour l'excavation (mobilisation/démobilisation)	global	1	\$.....	\$.....
B2-3.2	Temps d'opération de la pelle mécanique (tranchées, excavation, remblayage, compactage, nivellement)	heures	40	\$.....	\$.....
B2-3.3	Temps d'opération du camion (chargement, transport, déchargement des sols)	heures	4	\$.....	\$.....
B2-3.4	Opération des sols contaminés acceptés dans un site autorisé local	l.m.	20	\$.....	\$.....
B2-3.5	Fourniture des matériaux propres	l.m.	20	\$.....	\$.....
B2-3.6	Fourniture de puits d'observation	puits	3	\$.....	\$.....
B2-3.7	Expédition des échantillons au laboratoire	envoi	1	\$.....	\$.....
B2-3.8	Transport et disposition des eaux de purge et de lavage dans un site autorisé	litre	50	\$.....	\$.....
	ANALYSES CHIMIQUES - SOLS - DÉLAI RÉGULIER				
B2-3.9	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sb, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	1	\$.....	\$.....
B2-3.10	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F4	unité	24	\$.....	\$.....
B2-3.11	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	24	\$.....	\$.....
B2-3.12	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	24	\$.....	\$.....
B2-3.13	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	24	\$.....	\$.....
B2-3.14	SPFA (liste longue 23 composés)	unité	20	\$.....	\$.....
	ANALYSES CHIMIQUES - SOLS - DÉLAI 24 HEURES				
B2-3.15	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sb, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	1	\$.....	\$.....
B2-3.16	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F4	unité	6	\$.....	\$.....
B2-3.17	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	6	\$.....	\$.....
B2-3.18	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	6	\$.....	\$.....
B2-3.19	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	6	\$.....	\$.....
	ANALYSES CHIMIQUES - EAU SOUTERRAINE - SÉLÉCTIONNÉ				
B1-3.20	Métaux (As, Ag, Ba, Cd, Co, Cr, Cu, Sb, Mn, Mo, Ni, Se, Pb et Zn)	unité	1	\$.....	\$.....
B1-3.21	Hydrocarbures pétroliers - fraction F1-F2	unité	18	\$.....	\$.....
B1-3.22	Hydrocarbures pétroliers C10-C50	unité	18	\$.....	\$.....
B1-3.23	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	unité	18	\$.....	\$.....
B1-3.24	Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM)	unité	18	\$.....	\$.....
B1-3.25	SPFA (liste longue 23 composés)	unité	9	\$.....	\$.....
B1-3.26	Calcium organique total et dissous, alcalinité, nitrate, sulfate, fer, manganèse	unité	9	\$.....	\$.....
	TOTAL - ARTICLE B2-3	Prix total estimatif pour les travaux faisant l'objet de prix unitaires fermes (taux applicables en sus)			\$.....

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Cette quantité sera ajustée en fonction des observations de terrain. Les quantités doivent être au préalable approuvées par le chargé de projet.

ARTICLE B2-4. Frais de subsistance et déplacement (montant à dépenses réelles - sous présentation de factures)

Les frais de subsistance et de déplacement seront remboursés (avec l'approbation préalable du représentant du ministère) selon la politique en vigueur du Conseil du Trésor, jusqu'à un maximum de 6 000\$.

	TOTAL - ARTICLE B2-4	Prix total estimatif (taux applicables en sus)	\$ 6.000.....
--	-----------------------------	--	---------------

COUT ESTIMATIF TOTAL - ANNEXE B2 :

Somme des montants des articles B2-1, B2-2, B2-3 et B2-4

\$
(TPS/TVH en sus)

ANNEXE B3
BORDEREAU DE SOUMISSION
TABLEAU DE VENTILATION DES PRIX FERMES

(Prendre note que cette section ne figurera pas dans la version finale du contrat)

Ventilation						
Le soumissionnaire devrait fournir, à titre indicatif seulement, une ventilation des prix fermes de sa soumission.						
DESCRIPTION DES POSTES POUR LA VENTILATION		Référence	Article B1-1.1	Article B1-1.2	Article B1-1.3	Article B1-1.4
Le soumissionnaire devrait indiquer la quantité approximative d'heures et les taux horaires fermes tout compris pour chaque catégorie de main-d'œuvre impliquée dans les tâches décrites aux articles 1.1 de l'annexe B1		Description	Organisation de chantier et gestion de projet	Interprétation des résultats et livrables	Démantèlement temporaire des réservoirs	Gestion de l'eau
		Taux horaires ferme, tout compris	Nombre d'heures approximatif ¹			
Hon.1	Gestionnaire de projet	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.2	Chargé de projet senior	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.3	Professionnel junior	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.4	Dessinateur	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.5	Personnel administratif	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.6	Autre : _____	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.7	Autre : _____	\$/hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Deb.1	Débours forfaitaire (communication, production de rapport, dépenses connexes)		\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
Deb.2	Débours déplacement et remise en place réservoirs		\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
SOUS-TOTAUX PAR ACTIVITÉS (à reporter à l'article 1)			\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
TOTAL - Ventilation des postes de l'article 1			\$_____			

Note :
¹ : Selon les activités concernées, certains professionnels pourraient se voir attribuer une quantité nulle d'heure.

ANNEXE B4
BORDEREAU DE SOUMISSION
TABLEAU DE VENTILATION DES PRIX FERMES - TRAVAUX OPTIONNELS

(Prendre note que cette section ne figurera pas dans la version finale du contrat)

Ventilation
Le soumissionnaire devrait fournir, à titre indicatif seulement, une ventilation des prix fermes de sa soumission.

DESCRIPTION DES POSTES POUR LA VENTILATION	Référence	Article B2-1.1	Article B2-1.2	Article B2-1.3	Article B2-1.4	Article B2-1.5
--	-----------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Description		Site d'entraînement des pompiers	EES Phase I au site aéroportuaire	Suivi eau souterraine Secteur Nord-Est	Caractérisation complémentaire R-8-1	Réhabilitation R-11-8	Coût total estimatif par poste de ventilation
Taux horaires ferme, tout compris		Nombre d'heures approximatif ¹					
Hon.1	Gestionnaire de projet	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.2	Chargé de projet senior	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.3	Professionnel junior	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.4	Dessinateur	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.5	Personnel administratif	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.6	Autre : _____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Hon.7	Autre : _____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	hrs_____	\$_____
Deb.1	Débours forfaitaire (communication, production de rapport, dépenses connexes)	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
Sous-totaux par activités (à reporter à l'article 1)		\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	-
TOTAL - Ventilation des postes de l'article 1		\$_____					

Note :
¹ : Selon les activités concernées, certains professionnels pourraient se voir attribuer une quantité nulle d'heure.

ANNEXE B**BORDEREAU DE SOUMISSION - BILAN DES COÛTS**

Item	Description	ANNEXE B1	ANNEXE B2 - TRAVAUX OPTIONNELS
Art. 1	Prix ferme (gestion de projet)	B1-1: \$_____	B2-1: \$_____
Art. 2	Taux horaires fermes (personnel chantier)	B1-2: \$_____	B2-2: \$_____
Art. 3	Prix unitaires fermes pour les travaux de terrain et autres	B1-3: \$_____	B2-3: \$_____
Art. 4	Frais de subsistance et déplacement	B1-4: \$ <u>20 000</u>	B2-4: \$ <u>8 000</u>
TOTAL PAR ANNEXE (excluant les taxes) *Seul le montant total pour l'annexe B1 sera considéré. Les travaux optionnels (Annexe B2) ne feront pas partie du montant du contrat.		B1*: \$_____	B2: \$_____
TOTAL GLOBAL (excluant les taxes)		\$_____	

APPENDICE 3 - LISTE DES SOUS-TRAITANTS

- 1) Conformément à la clause IG07 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T, le soumissionnaire devrait accompagner sa soumission d'une liste de sous-traitants.
- 2) Le soumissionnaire devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix soumissionné.

	Sous-traitant	Division
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		

APPENDICE 4 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(page 1 de 2)

INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

Attestation volontaire

(A être volontairement retourner avec la soumission)

(page 2 de 2)

Avis: L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe B « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

ANNEXE A – ATTESTATION D'ASSURANCE (Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)Travaux publics et
Services gouvernementaux
CanadaPublic Works and
Government Services
Canada**ATTESTATION D'ASSURANCE**

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux				N° de contrat. EF928-190074	
Travaux de réhabilitation environnementale et de caractérisation environnementale Kuujuuaq, Québec				N° de projet R.002878.001	
Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal		Adresse (N°, rue)		Ville	Province Code
Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal		Adresse (N°, rue)		Ville	Province Code
Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie	
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/excédentaire.				Par sinistre	Global annuel général Global Risque après travaux -
				\$	\$ \$
				\$	\$ \$
Assurance des chantiers / Risques d'installation				\$	
Responsabilité pollution des entreprises				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement	Global \$
J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.					
<div></div> Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)				<div></div> Numéro de téléphone	
Signature				<div></div> Date J / M / A	

ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-cœuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Assurance des chantiers / Risques d'installation

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.

Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.

Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.

La police doit avoir un plafond qui n'est **pas inférieur à la somme de la valeur du contrat** plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.

Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2>).

Responsabilité pollution des entreprises

La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **1 000 000 \$** par incident ou par événement et suivant le plafond global.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-190074/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC360

Client Ref. No. - N° de réf. du client
MTC-8-41020

File No. - N° du dossier
R.002878.001

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(Ajouter des lignes au besoin)

ANNEXE C - Marchés réservés aux bénéficiaires d'une Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Cette demande de contrat est réservée pour les bénéficiaires de l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) intitulée la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) en vertu du chapitre 28, paragraphe 28.10.3 et du chapitre 29, paragraphe 29.0.31 de cette Convention.

Cette demande de contrat est exclue des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 800 de l'Accord du libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

Cette demande de contrat est réservée aux personnes qui sont admissibles à titre d'« INUITS » en vertu du chapitre 3 de la **CBJNQ** (paragraphe 3.1.2, 3.2.4, 3.2.5, 3.2.6). Quant aux entreprises autochtones Inuits, elles doivent être situées au nord du 55e parallèle, tel que décrit au chapitre 6 de la **CBJNQ**. Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé «Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones» (voir l'annexe C du présent document), entendu ici au sens de « entreprises autochtones INUITES».

La demande est conforme à l'avis sur la Politique des marchés 2008-4 du CT stipulant qu'il est requis, en cas de besoins dans les territoires visés, de lancer des demandes d'appel d'offres spécifiques qui respectent intégralement les obligations du Canada, soit mener des marchés de manière à ouvrir les possibilités aux groupes autochtones représentés dans le cadre de la CBJNQ.

Cependant, s'il advenait que les offres déposées par un groupe ciblé ne répondent pas aux exigences ou bien qu'elles sont au-delà du coût estimé selon une gestion judicieuse du marché, dans ce cas, un appel d'offres général pourrait être lancé. En d'autres mots, le marché est réservé exclusivement au groupe ciblé à la condition que nous recevions au moins une offre. Si cela n'est pas le cas, il devra y avoir une nouvelle demande d'appel d'offres ouverte à tous pour la zone concernée, le cas échéant.

L'Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones se trouve dans l'annexe «C» intitulée « Exigences relatives au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones». La présentation de cette attestation dûment remplie et jointe à la proposition est une condition de validité des soumissions. La proposition des soumissionnaires qui n'y joindront pas cette attestation sera jugée irrecevable.

Par son attestation, le soumissionnaire atteste que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones.

Le soumissionnaire reconnaît que TPSGC se fie à cette attestation pour évaluer les soumissions et retiendra cette attestation pour la passation de tout contrat découlant de cette demande d'appel d'offres. Cette attestation peut faire l'objet d'une vérification que TPSGC jugera nécessaire.

Si une vérification de TPSGC révèle un manquement à cette attestation, TPSGC a le droit de rejeter la soumission ou peut considérer que tout contrat découlant de la soumission est en défaut et imposer les mesures de redressement établies dans l'attestation et dans les Conditions générales.

EXIGENCES RELATIVES AU PROGRAMME DES MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES / ATTESTATION

Les proposants doivent fournir l'attestation suivante dûment remplie avec leur proposition soumission.

Attestation du statut d'entreprise autochtone

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fournie est exacte, complète et conforme aux « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones » décrite à l'[Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six ans commençant à la dernière des dates suivantes: la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'[Annexe 9.4](#), du *Guide des approvisionnements*.
2. Le soumissionnaire :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et
 - iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
3. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :
 - i. () Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.
OU
 - ii. () Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.
4. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :
 - i. () L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.
OU
 - ii. () L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.
5. À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un

représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

6. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (*insérer « propriétaire » et(ou) « employé(e) à temps plein »*) de _____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

Le terme «Autochtone» dans le cadre du présent appel d'offres doit être entendu au sens de «Inuit»

Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones (Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements)

1. Qui est admissible?

- a. Une entreprise autochtone, qui peut être
 - i. une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
 - ii. une entreprise individuelle,
 - iii. une société à responsabilité limitée,
 - iv. une coopérative,
 - v. un partenariat,
 - vi. une organisation sans but lucratif,

dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 assurés par des Autochtones,
OU

- b. Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

2. Y a-t-il d'autres exigences auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

Oui

- a. S'il s'agit d'un contrat (biens, services ou construction) pour lequel une entreprise présente une proposition qui comporte de la sous-traitance, celle-ci doit certifier dans sa soumission qu'au moins 33 p. 100 de la valeur des travaux effectués en vertu du contrat seront réalisés par une ou plusieurs entreprises autochtones. La valeur des travaux effectués correspond à la valeur totale du contrat, moins les matériaux achetés directement par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire doit aviser le sous-traitant ou les sous-traitants, en les y obligeant, au besoin, par écrit, qu'ils doivent respecter les exigences que le Programme de marchés réservés (le Programme) peut imposer au sous-traitant ou aux sous-traitants.
- b. Le contrat du fournisseur avec un sous-traitant doit aussi, s'il y a lieu, comprendre une disposition en vertu de laquelle le sous-traitant accepte de remettre au fournisseur de l'information attestant sa conformité au programme et qui autorise le fournisseur à faire effectuer une vérification par l'État, afin d'examiner les dossiers du sous-traitant dans le but de vérifier l'information fournie. Le fait de ne pas exiger ou de ne pas appliquer ces dispositions équivaut à une rupture de contrat et expose le soumissionnaire aux conséquences civiles dont il est question dans le présent document.
- c. Dans le cadre de sa soumission, l'entreprise doit signer le formulaire d'Attestation concernant les exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones (l'attestation), déclarant qu'elle :
 - i. satisfait aux critères d'admissibilité et continuera de le faire pendant toute la durée du contrat;
 - ii. présente, sur demande, la preuve qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité;
 - iii. accepte de faire l'objet d'une vérification concernant l'attestation;
 - iv. reconnaît que s'il est prouvé qu'elle NE satisfait PAS aux critères d'admissibilité, elle sera passible de une ou de plusieurs des conséquences civiles énoncées dans l'attestation et le contrat.

Voir les clauses [A3000T](#), [M9030T](#) ou [S3035T](#), selon le cas, du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat.

3. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité?

- a. Il n'est pas nécessaire de fournir une preuve d'admissibilité au moment de la présentation de la soumission. Toutefois, l'entreprise doit être prête à fournir cette preuve en cas de vérification.
- b. Les conséquences civiles des fausses déclarations dans les documents de soumission, de la non-conformité avec les exigences du Programme ou de la non-production d'une preuve satisfaisante pour le Canada en ce qui a trait aux exigences du Programme peuvent prendre la forme d'une saisie du dépôt de soumission, du blocage des retenues, de l'interdiction de participer à de nouveaux appels d'offres du Programme et (ou) de la résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assurés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

4. Qu'elle sorte de preuve peut être exigée de l'entreprise?

- a. Propriété et contrôle
 - i. La preuve de propriété et de contrôle exigée d'une entreprise ou d'une coentreprise autochtone peut comprendre les documents de constitution en société, le registre des actionnaires ou des membres, les contrats de société de personnes, les accords de coentreprise, l'enregistrement du nom commercial,

les arrangements bancaires, les documents de régie, les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des comités de gestion, ou d'autres documents juridiques.

- ii. La propriété d'une entreprise autochtone désigne la « propriété bénéficiaire », c'est-à-dire la propriété effective de l'entreprise. Le Canada peut examiner divers facteurs pour vérifier si des Autochtones contrôlent vraiment ou effectivement l'entreprise autochtone. (Voir à l'[Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) la liste des facteurs que peut examiner le Canada.)

b. Emploi et employés

- i. Si l'entreprise autochtone a six employés ou plus à la date de présentation de l'attestation et qu'elle est tenue par le Canada de prouver qu'au moins 33 p. 100 des employés à plein temps sont autochtones, elle doit, à la demande du Canada, présenter immédiatement un Formulaire d'attestation employeur-employé, dûment rempli, pour chaque employé autochtone à plein temps. Voir les clauses [A3001T](#), [M3030T](#) ou [S3036T](#) du guide des CCUA, selon le cas.
- ii. Les pièces justificatives à présenter pour prouver qu'un employé travaille à plein temps et pour attester du nombre d'employés à plein temps peuvent comprendre : les registres des salaires, ou les fiches de paie individuelles, les offres d'emploi écrites ou les données sur les salaires conservées pour l'Agence du revenu du Canada, de même que toute information se rapportant à la caisse de retraite ou à d'autres régimes de prestations.
- iii. Un employé à plein temps, selon la définition de ce programme, est quelqu'un qui figure sur la liste de paie, a droit à tous les avantages dont bénéficient les autres employés à plein temps dans l'entreprise, tels qu'un régime de pension, des vacances payées et des congés de maladie, et qui travaille au moins 30 heures par semaine. C'est le nombre d'employés à plein temps figurant sur la liste de paie de l'entreprise à la date de présentation de la soumission qui détermine le rapport du nombre d'Autochtones au nombre total d'employés de l'entreprise aux fins de la détermination de l'admissibilité au Programme.
- iv. Les propriétaires autochtones et les employés autochtones à plein temps doivent être prêts à prouver leur statut. L'Attestation propriétaire-employé, à remplir par chaque propriétaire autochtone et chaque employé à plein temps autochtone, comprend une déclaration de satisfaction aux critères d'admissibilité et une déclaration de véracité et d'intégralité de l'information. Cette attestation inclut également un consentement à la vérification de l'information présentée.

5. Contrats de sous-traitance

- a. La justification du pourcentage des travaux effectués par les sous-traitants peut se faire au moyen des contrats conclus entre l'entrepreneur et les sous-traitants, des factures et des paiements par chèque.
- b. Les pièces à produire pour prouver qu'un sous-traitant est une entreprise autochtone (lorsque cela est nécessaire pour respecter la teneur autochtone minimum du contrat) sont les mêmes que celles que doit présenter l'entrepreneur principal pour prouver qu'il représente une entreprise autochtone.

6. Définition d'un Autochtone aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

- a. Un Autochtone est un Indien, un Métis ou un Inuit qui réside ordinairement au Canada.
- b. Les pièces à produire comme preuve du statut d'Autochtone sont notamment les suivantes :
 - i. inscription comme Indien du Canada;
 - ii. appartenance à un groupe affilié au Metis National Council ou au Congrès des peuples autochtones, ou à toute autre organisation autochtone reconnue au Canada;
 - iii. acceptation à titre d'Autochtone par une collectivité autochtone établie au Canada;
 - iv. inscription ou droit à l'inscription au titre d'une entente de règlement d'une revendication territoriale globale;

- v. appartenance ou droit d'appartenance à un groupe visé par des revendications territoriales globales acceptées;
- vi. comme preuve de résidence au Canada, on peut produire un permis de conduire provincial ou territorial, un bail ou tout autre document pertinent.

Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

(Extrait de l'annexe A de l'avis sur la Politique sur les marchés 1996-6 du Conseil du Trésor)

Les facteurs pouvant servir à déterminer si les Autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de l'entreprise autochtone sont les suivants :

- a. comptes du capital social et de capitaux propres, c.-à-d. : actions privilégiées, valeurs convertibles, catégories d'actions ordinaires, bons de souscription d'actions, options;
- b. politique sur les dividendes et paiement de dividendes;
- c. options sur actions aux employés;
- d. traitement différent des transactions sur titres de capital pour les sociétés de personnes, les coentreprises, les organisations communautaires, les coopératives, etc.;
- e. examen des actes constitutifs, tels que la charte de l'entreprise, le contrat de société de personnes, la structure financière;
- f. concentration de la propriété ou du contrôle de gestion chez les associés, les actionnaires, les cadres et les administrateurs selon la définition des fonctions;
- g. principales fonctions et employeur des cadres et des administrateurs en vue de déterminer qui ils représentent, c.-à-d. la banque, une propriété dévolue, etc.;
- h. procès-verbaux des réunions du conseil et des réunions des actionnaires faisant état d'importantes décisions touchant les opérations et la direction;
- i. registres salariaux des cadres et des employés pour faire le lien entre les responsabilités et les postes;
- j. nature de l'entreprise par comparaison avec le type de marché en voie de négociation;
- k. pratiques de gestion de la trésorerie, telles qu'en témoignent le versement de dividendes et les arriérés de dividendes privilégiés;
- l. déclarations de revenus permettant de préciser la propriété et les antécédents de l'entreprise;
- m. évaluation du fonds commercial et de l'actif en vue d'examiner et de déterminer la juste valeur marchande des éléments incorporels;
- n. contrats avec les propriétaires, les cadres et les employés, jugés justes et raisonnables;
- o. pouvoirs des actionnaires, notamment pour la nomination des cadres, des administrateurs, des vérificateurs;
- p. accords de fiducie conclus entre les parties pour influencer les décisions touchant la propriété et le contrôle;
- q. société de personnes - affectation et répartition du revenu brut, comme en témoignent, par exemple, les réserves pour salaires, l'intérêt sur le capital et les ratios de répartition;
- r. procédures judiciaires concernant la propriété;
- s. prix de transfert de la part de la coentreprise non autochtone;
- t. paiement de frais de gestion ou d'administration;
- u. garanties faites par l'entreprise autochtone;
- v. conventions accessoires.

Raison du non-respect de l'échéancier :

Pertinence de ce projet avec le présent projet (doit être suffisamment détaillée afin de comprendre les liens avec les services requis dans le présent projet) :

Nom(s) du personnel clé obligatoire proposé pour le présent projet qui faisait aussi partie de l'équipe affecté au projet antérieur, incluant leurs fonctions et responsabilités (doit être suffisamment détaillée afin de comprendre les liens avec les positions et responsabilités assignés à ces mêmes personnes pour le présent projet) :

Nom du client, adresse et numéro de téléphone (à jour) :

Note : TPSGC se réserve le droit de vérifier les informations contenues dans les descriptions de projet